

## **Le vide des mots, le trop-plein de réformes**

« Le sens de vos votes pourrait laisser croire à certains qu'il n'est pas utile de faire du dialogue social ». C'est peu ou prou ce qu'a déclaré le Président du CTM lors de la réunion du 15 janvier dernier où une majorité d'organisations syndicales Travail, Emploi, Affaires sociales et Santé, a voté contre les Lignes Directrices de Gestion promotions.

Puisque l'OTE est à l'ordre du jour, pour cette instance, mais de manière beaucoup plus frappante pour les agents concernés, la FSU se doit d'expliquer à nouveau à la DRH pourquoi elle est opposée à cette réforme qui va finir de détruire ce qui restait des services déconcentrés du ministère du travail.

Oui, nous allons une fois encore expliquer en quelques mots les motifs de notre opposition farouche à cette transformation désorganisant, destructrice et, humainement et financièrement, coûteuse, car lors du CTM du 15 janvier dernier, Monsieur le Président du CTM semblait ne pas avoir compris le vote quasi unanime des organisations syndicales Travail, Emploi, Santé et Affaires Sociales contre les LDG promotions. Le DRH semble ne pas saisir pourquoi des syndicats ne veulent pas des outils conçus pour faire disparaître les garanties attachées au statut de la Fonction Publique et les représentants du personnel avec...

Or, en ce qui concerne l'Organisation Territoriale de l'État, on ne peut plus feindre d'ignorer qu'au-delà du calendrier totalement inapproprié qui a été adopté, la FSU, comme de nombreuses autres organisations syndicales, est en désaccord total avec une restructuration qui fait imploser les services, menace l'indépendance de l'inspection du travail, affaiblit et éloigne le service au public, maltraite les agents et finit de déstabiliser des organisations déjà fortement malmenées dans un passé récent... et dans quel objectif opérationnel ? L'interrogation subsiste.

Cette réforme suscite des questions auxquelles il n'y a pas de réponse. En dehors des phrases martelées à l'envi comme des EDL (éléments de langage chers aux manieurs de la langue de bois) sur la prétendue plus grande efficacité de la future organisation, en 2021, comme en 2020 ou en 2019, personne n'est capable d'expliquer les fondements de cette réforme. Ce qu'on nous répète, c'est que cette réforme est nécessaire parce qu'elle est... utile et qu'elle va améliorer le service public. En quoi, comment ? Personne ne le sait. En tout cas, ni pour les agent.es, ni pour leurs représentant.es et encore moins pour les usagers qui servent de prétexte à cette casse organisée et à une vente à la découpe du service public.

C'est assez logique puisque cette réforme n'a pas de sens et qu'elle ne repose sur aucun diagnostic.

La FSU est donc résolument contre l'OTE et la mise en œuvre des LDG mobilités et promotions, dans ce cadre, est tout bonnement irrationnelle.

Les Secrétariats Généraux Communs, première lame de cette funeste opération, sont mis en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, surtout sur le papier et sur les transferts ou reclassements, réalisés à l'arrache, des agents des services généraux.

Pour la « qualité de vie au travail », il vaut mieux pour les agents de nos services travailler l'apnée, seule à même de les aider à survivre dans le « no man's land » ainsi créé. Si vous avez des besoins on vous expliquera comment vous en passer, si vous avez des questions RH, préparez-vous au renvoi de balles, de l'UD vers la SG DIRECCTE puis vers le SGC. C'est pas moi, c'est l'autre... euh... c'est qui l'autre ? Et il fait quoi ?

Les collègues de la Main d'Œuvre Étrangère ne pourront que confirmer ce tableau, puisqu'en matière de réorganisation, c'est plus un transfert sans ménagement pour les agents qu'un transfert sans déménagement, vu la localisation des plateformes. Un grand merci à l'administration d'accorder une poignée de jours, top chrono, pour qu'ils décident de leur avenir professionnel et personnel en 5 étapes prévues par le protocole d'accord que la FSU a refusé de signer.

Nous disons que les agent.es ne sont ni des pions, ni les variables d'ajustement des inconséquences des décideurs et de leurs serviteurs zélés.

En parlant de mobilités, nous sommes toujours dans l'attente du bilan 2020 des mobilités version LDG dont la DRH ne cesse de dire qu'il va nous parvenir prochainement mais qu'on attend désespérément, aussi vrai que les agents du système d'inspection du travail ont désespérément attendu de la part de la DGT qu'elle les protège lors du premier confinement au lieu de les museler par tous les moyens possibles.

En ce qui concerne la politique de formation, la FSU ne peut que regretter le développement de formations managériales aux noms les plus exotiques et déconcertants les uns que les autres, tels que « l'apprentissage collectif, vers l'organisation apprenante », « l'intelligence relationnelle » ou mieux encore, sans aucun égard pour la langue de Jean-Baptiste POQUELIN, le « design thinking », comprenne qui peut... Si les noms interpellent et questionnent, c'est ce que ces intitulés de formation véhiculent comme idée des services qui fait froid dans le dos. Il n'y a plus de chefs ou de responsables mais des managers. Adieu les agents, vive les collaborateurs. Une fois encore la fonction publique essaie de copier le secteur privé en oubliant ce qui fait sa différence et ce qui constitue une valeur fondamentale, l'intérêt général.

Cette propension à vouloir faire fonctionner un service public comme on gère une entreprise est profondément choquante car pour une fois les mots de l'Administration sont conformes à ses actes. On parle et on écrit dans la novlangue des entreprises quand il s'agit de formation ou de ressources humaines comme on cherche à détruire le statut des fonctionnaires grâce à la loi de transformation de la fonction publique et ses lignes directrices de gestion.

Pour terminer et pour faire le lien avec ce qui précède, la FSU souhaite apporter son soutien à notre camarade Jean-Bernard, victime, comme de nombreux agents des Cotes-d'Armor, notamment celles et ceux qui ont une étiquette syndicale, d'un management nocif et pathogène.